

Le retour des luttes pour les salaires se heurte de plein fouet à la logique du capitalisme en crise

Après le reflux des mouvements sociaux qui a suivi le conflit des retraites, les luttes pour les salaires reviennent sur le devant de la scène notamment dans les grands groupes (*Alcatel, Thalès, DCNS, Decaux, Keolis, etc.*), mais aussi dans des secteurs d'habitude moins revendicatifs, comme la grande distribution – *Carrefour, But, Ikea, Camaïeu, Système U, Intermarché* – ou le bâtiment. Les salariés d'*Eiffage Construction* réclament par exemple 3% de hausse, notamment sur le chantier du Grand Stade de Lille. *Eiffage* rassemble 70 000 salariés autour de cinq métiers : grâce aux concessions et PPP (partenariats public-privé), c'est le troisième groupe français de BTP derrière *Vinci* et *Bouygues* et le cinquième groupe européen de construction, travaux publics, énergie et métal. *Eiffage* réalise un chiffre d'affaires de 13,3 milliards d'euros dont 16% à l'international, pour l'essentiel en Europe.

Tous ces secteurs cumulent flexibilité, précarité, important temps partiel (surtout féminin) et bas salaires. Ce cocktail devient explosif quand les travailleurs voient les profits significatifs de leur patron et les généreuses augmentations que s'octroient les dirigeants. Les employeurs arrivent à la table de discussion dans la majeure partie des cas avec des propositions d'augmentation de moins de 2%, sans aucune marge de négociations, ce qui provoque des grèves en réaction un peu partout. Des conflits parfois longs se déroulent dans des entreprises qui n'ont pas une grande culture des luttes.

À noter que les conflits ont lieu actuellement dans le privé, mais ils pourraient faire tâche d'huile dans la Fonction publique puisque les fonctionnaires n'ont pas eu d'augmentation du point d'indice depuis deux ans¹. À cela s'ajoute l'application de la réforme des retraites, prévoyant un relèvement progressif de la cotisation retraite au rythme de +0,5 point par an pour passer de 7,85% actuellement à 10,55% en 2020. La perte de pouvoir d'achat depuis dix ans atteint environ 10%. En outre, le gouvernement utilise cette baisse des salaires pour essayer de développer l'individualisation des rémunérations (incitation à faire des heures supplémentaires, primes, etc).

Dans le groupe *Bongrain*

Après cinq jours de grève, les travailleurs de l'entreprise *Souchon d'Auvergne* située à Saint-Maurice-de-Lignon (Haute-Loire), filiale du groupe *Bongrain*², ont décidé la reprise du travail suite à un accord trouvé avec la direction du groupe. Il n'y avait pas eu de grève depuis le début des années 1990. L'augmentation de 54 euros mensuels et une prime de vacances de 100 euros sont un résultat certes maigre, mais prouvent que la lutte paie, d'autant que seules dix heures et demie seront retenues sur les salaires pour les cinq jours de grève. Cette première bataille après une très longue période de calme peut en outre contribuer à commencer à créer une culture de lutte.

La *Fromagerie de Beauzac* fait également partie du groupe alimentaire *Bongrain*. Elle fabrique le célèbre bleu « Saint-Agur ». Les salariés, après huit jours de grève, ont obtenu une augmentation de salaire de 80 euros mensuels, deux primes pour un montant de 190 euros et l'embauche de dix-neuf salariés précaires (intérimaires) en CDI. Les gains matériels ici

1 Cf. à ce propos le tract des camarades du NPA Paris Centre :

<http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=199>

2 Centré sur les spécialités fromagères et laitières, *Bongrain SA* est l'un des premiers transformateurs de lait mondiaux. Présent sur tous les continents, spécialiste des fromages de marque, c'est le 2^e groupe fromager français, et le 6^e groupe mondial. Il compte 17 700 salariés. L'action *Bongrain SA* est cotée sur le Premier Marché de la Bourse de Paris.

nettement plus importants encourageront sans doute davantage les travailleurs à recourir à la grève pour imposer leurs revendications.

À Toyota-Onnaing

À Toyota-Onnaing, dans le Nord, les salariés ont suspendu jeudi 14/4 une grève entamée douze jours auparavant : ils réclament toujours une prime de 800 euros pour le lancement de la Yaris et un treizième mois. La grève a été « suspendue » en raison de l'annonce de la mise en place de chômage partiel par la direction. Pour pouvoir bénéficier de ce chômage partiel, ils ne doivent pas être comptabilisés comme grévistes. Mais ils se disent prêts à cesser à nouveau le travail après le chômage partiel (2 mai). Un badge portant le slogan de la grève a été confectionné : « *De l'argent, il y en a, dans les caisses de Toyota.* » Jeudi 14/4, un groupe de grévistes a investi les locaux de la direction pour réclamer un acompte sur leur salaire. Acompte accordé selon la direction, qui refuse de donner des chiffres.

Ferrero à Rouen

La production de la pâte à tartiner Nutella a été stoppée par une grève après que la direction ait annoncé 1,2% de hausse des salaires. C'est un événement dans cette usine qui emploie 350 travailleurs peu habitués à débrayer. Ils demandaient à bénéficier des fruits de la croissance du groupe italien Ferrero³. Au bout de 4 jours de grève, la direction et les syndicats ont trouvé un début d'accord, à savoir : 60 euros d'augmentation des salaires et une prime de 30 euros. Le dialogue a été renoué et les négociations sur les conditions de travail vont se poursuivre. C'est à nouveau la preuve que la lutte paie.

En Haute-Loire, chez Interep

Chez ce sous-traitant automobile, les salariés ont obtenu 158 euros de hausse de salaires et une prime de 650 euros après 12 jours de grève. La longueur et la détermination de la grève ont permis ici d'obtenir une victoire importante.

À Roanne dans la Loire, chez Barriquand

Il s'agit d'une grève pour obtenir une hausse de salaires de 100 euros par mois. Plusieurs centaines de personnes ont pique-niqué jeudi 21/4, devant la principale unité du groupe Barriquand⁴ (échangeurs thermiques), bloquée par plus des deux tiers des 200 salariés de cette usine et de Stériflow (équipement de stérilisation, de pasteurisation et de cuisson).

La direction propose une progression des salaires de 45 à 50 euros mensuels selon les postes, ainsi qu'une prime de transport pouvant aller jusqu'à 27 euros. Les négociations sont actuellement interrompues.

Bref, d'une façon générale, tous les conflits obtiennent des succès revendicatifs, aussi modestes soient-ils. Cela semble le signe que les travailleurs ont tant besoin d'obtenir une augmentation de salaire qu'ils sont assez nombreux à s'engager dans la grève afin de contraindre le patronat à faire quelques concessions. Les conflits les plus longs sont bien

3 Ferrero est une entreprise agro-alimentaire italienne, créée en 1946 à Alba en Italie, spécialisée dans la confiserie et connue par des produits phares tels que Nutella, Kinder, Ferrero Rocher, Mon chéri et Tic-Tac. Il est devenu aujourd'hui le 3^e groupe producteur de confiserie en Europe et le 6^e groupe mondial du secteur de la chocolaterie-confiserie. Il est implanté dans 34 pays et a réalisé un chiffre d'affaires de 4,4 milliards d'euros en 2002 et de 4,7 milliards d'euros en 2004. Il réalise un chiffre d'affaires de 6,4 milliards en 2009 avec 21 600 salariés

4 Le groupe Barriquand, qui compte 220 salariés au total, est composé de quatre sociétés spécialisées par lignes de produits dans l'échange thermique : Barriquand Technologies Thermiques (ingénierie), ASET (échangeurs thermiques) à Lyon, Barriquand Echangeurs et Stériflow (autoclaves de stérilisation à Roanne).

sûr ceux qui ont permis aux travailleurs d'arracher les concessions matérielles les plus significatives. Il faut s'appuyer sur ces succès pour essayer de développer cette vague de grèves dans lesquelles les prolétaires se font les muscles en vue des conflits beaucoup plus importants qui s'annoncent avec les nouveaux rebondissements de la crise.

La réponse pitoyable du gouvernement : quand la « prime exceptionnelle » pour les salariés fait pschiittt

C'est dans ce contexte de multiplication des luttes pour les salaires et de crise de la figure de Sarkozy à un an de la présidentielle, que le gouvernement a lancé une offensive de communication dans l'espoir de regagner au sarkozysme les ouvriers qui avaient voté pour lui, mais se sont sentis floués par sa politique au service du patronat.

François Baroin avait dans un premier temps (13 avril) évoqué la mise en place d'un « *dispositif simple sous la forme d'une prime exceptionnelle d'au moins 1000 euros* » pour les entreprises versant des dividendes. Cris d'orfraie de Parisot qualifiant le projet d'« *absolument absurde* ». Ensuite, Xavier Bertrand a indiqué le 17 avril que la prime serait obligatoire pour les entreprises dont les dividendes « progressent » d'une année sur l'autre. Puis, Christine Lagarde a indiqué le 18 avril que ce n'était pas à l'État de fixer le montant de la prime, qui serait négocié au sein de chaque entreprise...

Enfin Sarkozy a tranché après avoir rendu visite à des ouvriers d'une fonderie dans les Ardennes le 19 avril : les entreprises de plus de 50 salariés auront obligation de verser une prime à leurs salariés si les dividendes distribués sont supérieurs à ceux de l'année précédente. **Aucun montant minimum n'est fixé et la prime sera exonérée de cotisations sociales jusqu'à un seuil maximal de 1000 euros.** Les entreprises de moins de 50 salariés n'auront aucune obligation, mais elles pourront bénéficier des mêmes exonérations au cas où elles décideraient de verser une prime.

La part des salariés concernés par le versement obligatoire de la prime est très faible : seuls 3 millions de salariés environ travaillent dans des entreprises de plus de 50 personnes qui versent des dividendes. Parmi celles-ci, il faut retrancher celles dont les dividendes ne sont pas en hausse... et pour les rares « chanceux », aucun minimum n'est fixé ! Et si les patrons ont l'amabilité de verser un petit quelque chose, ils seront exonérés de cotisations sociales !

Face à la passivité des confédérations syndicales, il faut regrouper les secteurs syndicaux combatifs en un courant intersyndical lutte de classes

Les confédérations syndicales et les fédérations de la Fonction Publique rédigent des communiqués pour demander la hausse des salaires, dans le privé comme dans le public. Mais ces protestations sont purement platoniques : elles ne proposent aucun plan de mobilisation pour obtenir satisfaction. Certes, il n'est pas exclu que les fédérations de fonctionnaires lancent un appel à une journée d'action isolée, mais cela ne mobilisera pas les travailleurs, qui savent parfaitement que ce n'est pas une façon de faire céder le pouvoir. Il est vrai que pour cela il faudrait déjà formuler des revendications précises, ce que ne font pas les confédérations.

Bref, face à la politique du patronat et du gouvernement de bloquer les salaires, elles n'ont rien à proposer. Pourtant, on constate une certaine reprise de l'inflation (+ 0,8% en mars par rapport au mois précédent et +2% par rapport à mars 2010). Cela ne peut que pousser les travailleurs à lutter pour défendre leurs salaires.

Dans ces conditions, il faut intervenir dans les syndicats pour faire adopter les revendications d'une hausse générale des salaires de 300 euros, d'un salaire minimum de 1600 euros nets et de l'égalité des salaires entre hommes et femmes, en défendant un **plan de lutte** pour obtenir la

satisfaction de ces revendications. **Un tel plan doit avoir pour axe la convergence des luttes et leur coordination, avec l'objectif de la grève générale** : le mouvement de l'automne a confirmé que seule un tel niveau de mobilisation peut forcer le patronat et le gouvernement à céder. Même s'il est clair que les conditions n'en sont pas réunies aujourd'hui, il convient de préparer dès maintenant un conflit d'ampleur au lieu d'être pris au dépourvu quand il aura lieu.

Cela pose à nouveau la nécessité de **coordonner nationalement l'intervention des secteurs syndicaux combattifs dans un courant intersyndical lutte de classes**, pour porter largement et efficacement une telle orientation et préparer les grands affrontements de classe qui s'annoncent. Car la crise économique capitaliste est loin d'être finie.

Sans attendre, les anticapitalistes et révolutionnaires doivent tout faire pour aider les travailleurs, quand les conditions sont réunies dans une entreprise ou une administration, à entrer en lutte, à se réunir en Assemblée générale et à faire grève, en suivant les exemples vivants des leurs collègues d'autres boîtes.

Les travailleurs ne réclament pas une aumône, mais des augmentations de salaires, pour tous, quelle que soit la situation des entreprises capitalistes, qui est le problème des patrons, et pas le nôtre ! Si les patrons nous expliquent que c'est impossible (et cela l'est en effet d'un point de vue global dans le cadre du capitalisme en crise), cela prouve qu'ils devront dégager tôt ou tard, eux et leur système ! Tout en luttant pied à pied pour les augmentations de salaires immédiates, nous disons clairement qu'il est possible de satisfaire les besoins fondamentaux de tous, à condition de changer de système économique, à condition que les travailleurs exproprient les capitalistes et exercent le pouvoir ! **Ce qu'il nous faut, ce n'est pas l'alternance du PS, mais un gouvernement des travailleurs eux-mêmes, seul capable de prendre les mesures qui s'imposent pour mettre fin à la barbarie capitaliste.**

**Antoni Mivani
et Jean Veymont**